

# Direction nationale de la LCR

## Le combat continue !

**Un ordre du jour plutôt copieux pour la réunion de la direction nationale (DN) de la LCR qui s'est tenue les samedi 19 et dimanche 20 juin...**

Quelle appréciation peut-on porter sur la situation politique à l'issue des scrutins du printemps 2004 ? Quel bilan tirer des campagnes menées par la LCR lors des élections régionales et européennes ? Quelles mesures prendre pour régler les problèmes financiers que connaît l'organisation, les résultats obtenus par les listes LCR-LO ne nous permettant pas d'être remboursés des frais de campagne ?

L'échec électoral que nous avons connu soulève naturellement une multitude de questions légitimes : les résultats décevants de l'extrême gauche s'expliquent-ils par la conjonction d'une série de facteurs politiques - au demeurant sous-estimés lors du dernier congrès de la LCR, à l'automne 2003 - tels que la volonté des électeurs d'utiliser le vote PS pour sanctionner le gouvernement Raffarin, l'absence de crédibilité électorale et institutionnelle des révolutionnaires, le traumatisme du 21 avril consécutif à l'élimination de Jospin et, en ce qui concerne les européennes, l'abstention massive des ouvriers et de la jeunesse, catégories où se recrutent majoritairement nos électeurs ? Une majorité de la DN s'est retrouvée sur cette analyse, matérialisée par le vote (à 56 %) d'une résolution réaffirmant par ailleurs la validité des choix politiques et électoraux effectués

Pour d'autres camarades (environ un tiers de la DN), la cause de l'échec est aussi à rechercher, de manière significative, du côté de l'orientation et du profil adoptés pour notre campagne, principalement la nature de l'accord électoral conclu avec Lutte ouvrière et l'absence de consigne de vote pour le second tour des régionales : nous nous serions marginalisés en nous excluant nous-mêmes de la mobilisation électorale antidroite. Enfin, une troisième position (environ 15 % de la DN) considère que nous avons pâti de ne pas avoir situé l'alliance avec LO dans une perspective plus vaste et plus durable de convergence des révolutionnaires.

Chacun avait bien conscience que, au-delà du bilan des élections, cette discussion avait également des prolongements sur la définition de nouvelles perspectives pour l'organisation, dans la situation politique qui s'ouvre. Chaque intervenant a souligné la nécessité d'aller au fond des explications. Pas question, donc, de clore prématurément le débat : celui-ci doit se poursuivre lors d'un stage de DN, en septembre prochain. Et un bulletin de débat, ouvert à l'ensemble des militants, permettra l'expression la plus large de l'organisation.

C'est à l'unanimité que la DN a approuvé la proposition de lancer immédiatement une souscription de 350 000 euros ainsi qu'une campagne de recherche de prêts, afin de faire face aux échéances de règlement des dépenses de campagne et de donner à la LCR les moyens de poursuivre ses activités, au coeur des luttes de résistance contre les attaques du Medef et de la droite.

Une résolution fixant le cadre des interventions de la LCR dans les semaines et les mois à venir, pour aider à organiser la résistance du monde du travail et reprendre l'offensive, a été adoptée à 85 %. Pas question d'attendre 2007 ! Il faut, dès aujourd'hui, mettre un coup d'arrêt aux attaques antisociales et transformer le désaveu électoral essuyé par le gouvernement en crise politique ouverte, concrétisant l'exigence d'une dissolution d'une Assemblée nationale désormais

illégitime. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit, dans un climat marqué par la division et le manque de détermination, voire la passivité des appareils syndicaux, d'oeuvrer à la mobilisation unitaire, en défense du service public d'EDF, de la Sécurité sociale et du droit à la santé, contre les licenciements et le développement de la précarité. Enfin, alors que les 25 gouvernements des pays de l'Union européenne ont fini par adopter in extremis un projet de Constitution totalement cadenassé dans le carcan des politiques libérales et antisociales, la LCR a décidé de s'adresser à l'ensemble des courants politiques qui partagent son refus du libéralisme pour développer une vaste campagne en faveur d'un référendum permettant que s'exprime massivement un non de gauche, un non anticapitaliste.

**François Duval**

in "Rouge" n° 2070 du 24/06/2004